

**ARRÊTÉS** des Bailliage, Domaine & Sénéchaussées de FOREZ, séants à Mont-Brison;  
du 10 Mai 1788.

**L**A compagnie des officiers des bailliage, domaine & sénéchaussées de Forez, séante à Mont-Brison, assemblée en la maniere accoutumée; instruite par une infinité de lettres venues de Paris, & par plusieurs copies de l'arrêté du parlement, du 3 présent mois, du projet désastreux formé contre l'intention du meilleur des rois, de renverser les lois constitutives de la Monarchie; par la destruction entière du Corps respectable auquel le dépôt sacré des lois a été confié successivement par les rois & la nation; a unanimement arrêté: que, liée par le serment qu'a prêté chacun de ses membres, d'observer les ordonnances du royaume, elle ne participera, ni par le fait, ni de consentement, à la lecture & publication d'aucune loi qui n'auroit pas reçu sa sanction par une vérification légale, non plus qu'à la transcription qui pourroit en être faite sur ses registres; & que, si par des voies inusitées, lesdites lecture, publication & transcription sur ses registres pouvoient être faites, elle proteste d'avance contre lesdites lecture, publication & transcription. Déterminée par son attachement inviolable à ses principes, elle déclare aussi qu'elle ne peut reconnoître & ne reconnoît aucun établissement nouveau illégalement formé, pour remplacer aucune des cours de justice actuellement existantes: prenant dès-à-présent l'engagement solennel de n'y accepter, soit en corps, soit en particulier, aucune place.

FAIT & arrêté en la chambre du conseil des Bailliage, Domaine & Sénéchaussées de Forez, à Mont-Brison, ce 10 mai 1788.  
Signé à la minute: Demeaux. — Delaplagne. — Raymond-du-Bouchet. — Staron-de-l'Argentiere. — Despomeys. — Gerentet-de Saluneaux. — Durand. — Pupier-de-Brioude. — Aguiraud. — Bourg. — Punëtis-de-Cindrieux. — Imbert, avocat du roi. — Delachaise, procureur du Roi.

---

*Du 28 Mai 1788.*

**L**A compagnie des officiers des bailliage, domaine & sénéchaussées de Forez, convoquée & assemblée en la maniere accoutumée :

M. le lieutenant général lui a communiqué une lettre qu'il reçut hier sur les huit heures du soir, de *M. Terray*, intendant de cette généralité, datée de Lyon, du 28 présent; par laquelle M. le commissaire départi de la province lui donne avis: qu'en exécution de la commission particuliere à lui adressée par les lettres-patentes de sa majesté, & en vertu d'une lettre de Monseigneur le garde des sceaux, il se propose de se rendre, samedi prochain 31 du courant, à l'audience de notre tribunal, pour y faire procéder aux lecture & publication des lois données par sa majesté, & enregistrées au lit de justice, le 8 de ce mois.

Sur quoi la compagnie, fidelle à son serment, fidelle à ses principes, declare que, persistant à son arrêté, du 10 présent mois, elle ne doit, ni ne peut prendre aucune part aux lecture, publication & transcription qui pourront être faites sur ses registres, d'aucunes lois enregistrées au lit de justice, tenu à Versailles le 8; & que sa présence auxdites lecture & publication ne fera que l'effet de son profond respect pour les ordres de sa majesté.

A arrêté, en outre, qu'ensuite de la séance qui sera présidée par M. le commissaire du roi, elle réitérera ses protestations. Fait & arrêté dans la chambre du conseil, ce 28 mai 1788. *Signés à la minute: Demeaux. — Delaplagne. — Raimond-du-Bouchet. — Staron-de-Largentiere. — Despomeys. — Gerentet-de-Saluneaux. — Durand. — Pupier-de-Brioude. — David. — Aguiraud. — Bourg. — Punctis-de-Cindrieux. — Imbert, avocat du roi. — Delachaise, procureur du roi.*

---

*Du 31 Mai 1788.*

**L**A compagnie des officiers des bailliage, domaine & sénéchaussées de Forez, seante à Mont-Brison, assemblée, en exécution de son arrêté du 28 courant, & y persévérant; craignant que sa présence à la séance de ce matin, puisse être regardée comme un acquiescement ou consentement aux lecture & publication qui en ont été l'objet:

A unanimement arrêté, conformément à son devoir, qu'il étoit nécessaire, pour constater de plus en plus la fermeté de ses sentimens & la stricte régularité de sa conduite, de fixer tous les détails de ladite séance.

M. Terray, commissaire du roi, est arrivé au palais à 9 heures un quart, audience tenante; il est monté sur les rangs: MM. se sont levés; il a pris séance au-dessus de M. le lieutenant-général, & a de suite exhibé des lettres-patentes de sa majesté, du 1<sup>er</sup> de ce mois, qui l'autorisent à faire procéder aux lectures & publication des lois promulguées au lit de justice, du 8 même mois. Il a invité M. le lieutenant-général d'en ordonner la lecture; M. le lieutenant-général lui a répondu: « Monsieur, je n'ai rien à ordonner, vous tenez la séance, ordonnez tout ce qu'il vous plaira ».

L'ordre donné par M. le commissaire, le greffier a fait lecture desdites lettres-patentes; lecture faite, M. le lieutenant-général lui a dit, de la part de sa compagnie: « Monsieur, la consternation & l'accablement dans lesquels nous sommes plongés, ne nous laissent des forces que pour vous déclarer que notre présence à la présente séance n'est que l'effet de notre profond respect & de notre soumission aux ordres du roi ».

M. le commissaire, adressant la parole à M. le procureur du roi, lui a intimé l'ordre, au nom du roi, de requérir lecture & publication des six lois enregistrées au lit de justice, du 8 présent. MM. les gens du roi debout, ayant conféré ensemble un instant, M. Imbert, avocat du roi, portant la parole, ont dit: « Monsieur, au nom du roi, vous commandez à notre ministère de porter la parole, pour requérir lecture & publication d'aucunes ordonnances, édits & déclarations dont vous êtes porteur, en vertu de lettres-patentes de sa majesté.

» Cette parole, Monsieur, n'a jamais été excitée que par notre devoir; elle l'est dans cet instant par les ordres les plus exprès.

» Si nous portons nos regards sur le système intéressant de législation, transmis à notre monarque autant aimé que respecté, par ses augustes prédécesseurs, nous y trouvons un édifice d'amour & de liberté, élevé par nos souverains dès le berceau de la monarchie; édifice que des yeux citoyens ne se laissent jamais d'admirer.

» Tout, Monsieur, demande à sa majesté une protection particulière, en faveur de tous les ordres de la magistrature; les devoirs pénibles de leur état, leur fidélité à toute épreuve; & plus encore, le combat douloureux, & qui déchire leur cœur, lorsqu'un devoir inflexible s'oppose au penchant qui les porte à lui obéir librement.

» Notre profond respect & notre soumission à l'autorité royale, exigent de nous, dans cet instant, que nous requérions, mais du très-exprès commandement du roi, & sans y adhérer, ni par le fait, ni de consentement, lecture & publication des ordonnances, édits & déclarations enregistrés au lit de justice, du 8 présent mois ».

M. le commissaire a prononcé: *Le roi a ordonné & ordonne lecture & publication des six lois enregistrées au lit de justice tenu à Versailles le 8 de ce mois.*



Le greffier, en conséquence de l'ordre à lui donné par M. le commissaire, a fait lesdites lecture & publication; & de suite M. le commissaire a dit à MM. les lieutenant particulier, conseillers, & avocat du roi : *Messieurs, vous pouvez vous retirer.* MM. les lieutenant général, procureur du roi, & vous greffier, je vous intime l'ordre d'assister à la rédaction du procès-verbal de cette séance, que je vais dresser, & de le signer; à cet effet, vous retirer avec moi dans la *chambre du conseil de céans* : ce qui a été exécuté. MM. le lieutenant général & le procureur du roi n'ont assisté à la rédaction dudit procès-verbal que passivement & pour se conformer aux ordres exprès de Sa Majesté, comme ils en avoient agi dans la séance du matin, qui en étoit l'objet, & l'ont signé, en écrivant chacun au-dessus de sa signature : *Par exprès commandement du roi, à nous apporté par M. TERRAY.* M. le commissaire a dit à ces deux MM. : *Je laisse mon procès-verbal entre les mains du greffier en chef.* Sur ce récit, de la part de M. le lieutenant-général, la compagnie desirant connoître la teneur de ce procès-verbal, signé par M. le commissaire, MM. les lieutenant-général & procureur du roi, & par Thezenas, greffier, avec l'énonciation ci-dessus rapportée, de la part de MM. les lieutenant-général & procureur du roi, se l'est fait rapporter, & a remarqué que M. le commissaire s'étoit borné à ne retirer en son pouvoir qu'exécution dudit procès-verbal.

La compagnie persistant à ses arrêtés des 10 & 28 du présent mois, a réitéré ses protestations contre les lecture & publication qui ont été faites à l'audience de ce jour.

FAIT & arrêté dans la chambre du conseil, ce 31 mai 1788. *Signé à la minute: Demeaux, lieutenant-général. — Delaplagne, lieutenant-particulier. — Staron-de-l'Argentiere. — Despomeys. — Durand. — Gerentet-de-Saluneaux. — Pupier-de-Brioude. — Bourg. — Agui-raud. — Punëtis-de-Cindrieux. — Imbert, avocat du roi. — Dela-chaise, procureur du roi.*